

[Imputation budgétaire]

[Donnée 2]

[Donnée 3]

[Donnée 4]

Ministère de […]

Arrêté n° […]

accordant un congé bonifié

Le [La] ministre […],

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 78-399 du 20 mars 1978 modifié relatif à la prise en charge des frais de voyage du congé bonifié accordé aux magistrats, aux fonctionnaires civils de l'État et aux agents publics de l'Etat recrutés en contrat à durée indéterminée ;

Vu la demande de l’intéressé[e],

Arrêt[e] :

**Article 1er** : Un congé bonifié de […] jours consécutifs à compter du […] (*date de début*) jusqu’au […] (*date de fin*) est accordé à [M. / Mme] […], [ouvrier (ouvrière)], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] – [affectation opérationnelle] à destination de : […] (la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Mayotte, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, territoire européen de la France).

**Article 2** : L’intéressé[e] bénéficie d’une prise en charge de ses frais de voyage, dans les conditions prévues par la règlementation sur les frais de déplacement.

[\*SI L’AGENT N’EST PAS ACCOMPAGNÉ\*]

**Article 2bis** : L’intéressé[e] et son (ses) accompagnant(s) *(préciser nom(s), prénom(s) suivis de la date de naissance)* bénéficient d’une prise en charge de leur frais de voyage, dans les conditions prévues par la règlementation sur les frais de déplacement.

[\*SI L’AGENT EST ACCOMPAGNÉ\*]

**Article 3** : L’intéressé[e] dispose d’un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Article 4** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de […] est chargé[e] de l’exécution du présent arrêté.]

Fait le (…)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]